



**ASSOCIATION PAS A PAS
ENFANCE & ADOLESCENCE**
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Rue de la Convention
59650 – VILLENEUVE D'ASCQ

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31 décembre 2024

Juris Consultants – Société de Commissariat aux Comptes

3 avenue du Général de Gaulle – 91090 LISSES – Tél. : +33 (0)1 60 89 87 50 – Mail : contact-ae@crowe-fideliance.fr

Société inscrite auprès de la compagnie Régionale de Paris.

SASU au capital de 80 000 € - 323 858 621 RCS Evry – SIRET 323 858 621 00028 – APE 6920Z

TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR13 323 858 621

Fideliance est un membre indépendant de Crowe Global. Chaque cabinet membre est une entité commerciale indépendante.

A l'Assemblée Générale des Membres de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association PAS À PAS – ENFANCE ET ADOLESCENCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne :

Votre association gère le budget d'un établissement sous contrôle de tiers financeurs. A ce titre, et afin de se conformer à la réglementation spécifique de ce secteur d'activité, une comptabilité distincte est tenue pour cet établissement et pour l'association.

Les comptabilités individuelles de ces établissements sont en fin d'exercice arrêtées individuellement et ensuite combinées pour présenter un bilan et un compte de résultat global des activités de votre association.

Notre démarche d'audit a donc porté sur l'examen de ces comptabilités individuelles par établissement, et dans un second temps nous avons vérifié la correspondance des comptes inter-établissements pour nous assurer de l'exactitude des réciprocitys entre les différentes comptabilités.

Nos appréciations ne portent pas sur l'exactitude des comptes administratifs, transmis aux autorités de tarification, mais sur les documents combinés de fin d'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés à l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration le 5 juin 2025.

RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en font partie intégrante.

Fait à Lisses, le 13 juin 2025

Le Commissaire aux comptes
JURIS CONSULTANTS
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Jonathan MARION
Associé

Signé par :

CE97165148A847E...

ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan médico-social

Présenté en Euros

ACTIF		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation	
	Brut	Amort.prov.	Net	Net			
Stocks et en cours							
Matières premières, approvisionnements							
En-cours de production de biens et services							
Produits intermédiaires et finis							
Marchandises							
Budgets annexes							
Créances (2)							
Avances et acomptes versés sur commandes							
Créances usagers et comptes rattachés (3)							
Autres créances							
. Fournisseurs débiteurs				193		- 193	
. Personnel							
. Organismes sociaux							
. Etat, impôts sur les bénéfices							
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires							
. Autres	31 058		31 058	29 507		1 551	
Valeurs mobilières de placement	282 996		282 996	79 719		203 277	
Disponibilités	161 220		161 220	348 445		- 187 225	
Charges constatées d'avance	3 086		3 086	2 521		565	
TOTAL (III)	478 360		478 360	460 385		17 975	
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)							
Primes de remboursement des emprunts (V)							
Ecart de conversion actif (VI)							
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	588 297	79 095	509 201	490 197		19 004	

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement ou service entre ce dernier et les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à moins d'un an : Dont à plus d'un an :

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du code de l'action sociale et des familles.

(2) Bilan médico-social (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
. Fonds associatifs sans droit de reprise	6 417	6 417	
. Fonds associatifs avec droit de reprise			
. Legs et donations			
. Subventions d'investissement sur biens renouvelables			
. Ecart de réévaluation			
Réserves			
. Excédents affectés à l'investissement			
. Réserves de compensation			
. Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	198 300	121 373	76 927
. Autres réserves			
Report à nouveau			
. Report à nouveau (gestion non contrôlée)	-26 676	-28 433	1 757
. Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	-59 967	-59 967	
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs	103 582	138 774	- 35 192
. Dépenses non opposables aux tiers financeurs			
. Charges activité Service Médico-Sociale prise en compte différée	-77 368	-58 691	-18 677
. Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	-26 883	24 815	- 51 698
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
Provisions réglementées			
. Couverture du besoin en fonds de roulement			
. Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations			
. Réserves des plus-values nettes d'actif			
. Immobilisations grevées de droits			
TOTAL (I)	117 405	144 288	- 26 883
Comptes de liaison			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques	41 929		41 929
Provisions pour charges	11 375	11 375	
TOTAL (III)	53 304	11 375	41 929
Fonds dédiés			
. Sur subventions de fonctionnement			
. Sur autres ressources	91 300	122 933	-31 633
Dettes (3)			
Emprunts et dettes assimilées (2) (3)			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Fournisseurs et comptes rattachés (4)	58 177	35 724	22 453
Dettes fiscales et sociales	188 048	174 879	13 169
Autres (5)	967	999	- 32
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	338 492	334 535	3 957
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	509 201	490 197	19 004

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Engagements reçus Legs nets à réaliser . acceptés par les organes statutairement compétents . autorisés par l'organisme de tutelle Dont en nature restant à vendre Engagements donnés			

- (1) Dont compte 1201 : et compte 1291 : : résultats sous contrôle de tiers financeurs.
- (2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques :
- (3) En particulier : cautions versées par le résident à leur entrée dans l'établissement :
- (4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an :
- (5) Dont fonds des majeurs protégés :

Compte de résultat médico-social

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total	
Produits d'exploitation					
Ventes de marchandises					
Production vendue biens				59	- 59 -100
Production vendue services	1 770		1 770	3 040	- 1 270 -41,78
Montants nets produits d'expl.	1 770		1 770	3 099	- 1 329 -42,88
Autres produits d'exploitation					
Production stockée					
Production immobilisée					
Dotations et produits de tarification			2 053 909	2 051 468	2 441 0,12
Subventions d'exploitation			4 000	2 000	2 000 100,00
Dons			1 405	3 281	- 1 876 -57,18
Cotisations				40	- 40 -100
Legs et donations					
Produits liés à des financements réglementaires					
Autres produits			24	1	23 N/S
Reprise de provisions				10 124	- 10 124 -100
Transfert de charges					
Sous-total des autres produits d'exploitation			2 059 339	2 066 915	- 7 576 -0,37
Total des produits d'exploitation (I)			2 061 108	2 070 014	- 8 906 -0,43
Quotes-parts d'éléments du fonds associatif virées au compte de résultat (II)					
Produits financiers					
De participations					
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif					
Autres intérêts et produits assimilés			3 719	2 363	1 356 57,38
Reprises sur provisions et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement					
Total des produits financiers (III)			3 719	2 363	1 356 57,38
Produits exceptionnels					
Sur opérations de gestion					
Sur opérations en capital			120		120 N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges					
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			34 033	14 621	19 412 132,77
Total des produits exceptionnels (IV)			34 153	14 621	19 532 133,59
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			2 098 980	2 086 998	11 982 0,57
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT			-26 883		- 26 883 N/S
TOTAL GENERAL			2 125 864	2 086 998	38 866 1,86

Compte de résultat médico-social (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises et de matières premières	157	300	- 143	-47,67
Variation de stock marchandises et matières premières				
Autres achats non stockés	37 318	22 912	14 406	62,88
Services extérieurs	34 861	35 509	- 648	-1,82
Autres services extérieurs	92 356	80 063	12 293	15,35
Impôts, taxes et versements assimilés	147 199	149 712	- 2 513	-1,68
Salaires et traitements	1 292 108	1 205 697	86 411	7,17
Charges sociales	467 072	455 979	11 093	2,43
Autres charges de personnels				
Subventions accordées par l'association				
Dotations aux amortissements	10 081	9 919	162	1,63
Dotations aux provisions				
Autres charges	170	231	- 61	-26,41
Total des charges d'exploitation (I)	2 081 324	1 960 320	121 004	6,17
Quotes-parts de résultat sur opérations communes (II)				
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées		9	- 9	-100
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (III)		9	- 9	-100
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	41 929		41 929	N/S
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	2 400	101 855	- 99 455	-97,64
Total des charges exceptionnelles (IV)	44 329	101 855	- 57 526	-56,48
Participation des salariés aux résultats (V)				
Impôts sur les sociétés (VI)	210		210	N/S
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	2 125 864	2 062 183	63 681	3,09
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT		24 815	- 24 815	-100
TOTAL GENERAL	2 125 864	2 086 998	38 866	1,86
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Bénévolat				
. Prestations en nature				
. Dons en nature		1 189	- 1 189	-100
Total		1 189	- 1 189	-100
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Personnel bénévole		1 189	- 1 189	-100
Total		1 189	- 1 189	-100

Annexes Associations 2025

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 509 201,41 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 26 883,14 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 18/04/2025 par les dirigeants.

INFORMATIONS GENERALES

Objet social

Organisme de réflexion, de concertation et d'action sur les modalités de la recherche scientifique liée aux domaines des acquisitions humaines et notamment chez l'enfant et l'adolescent, instrument de gestion des contrats scientifiques concernant l'étude fondamentale ou appliquée des acquisitions normales et pathologiques.

Nature et périmètre

Le SESSAD Camus PAS à PAS est agréé pour accompagner des enfants et des adolescents âgés de 0 à 20 ans, porteurs d'un trouble du spectre de l'autisme.

Sa mission principale est de faire profiter chaque famille, professionnel et étudiant des bénéfices résultant de la recherche en analyse du comportement et de pallier au mieux aux difficultés rencontrées dans l'éducation des enfants et des adolescents

Moyen mis en œuvre

Le service dispose de moyens importants permettant un accompagnement en 1 pour 1 et une supervision régulière des équipes.

La spécificité de ce service repose sur l'approche comportementale (ABA), qui requiert un accompagnement intensif, ainsi qu'une formation spécifique.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite; le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe.

Contributions volontaires :

Absence de bénévolat sur l'exercice.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Annexes Associations 2025 (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	7 648	6 630	5 148	9 130
Immobilisations corporelles	175 911	3 980	79 745	100 146
Immobilisations financières	160	500		660
TOTAL	183 719	11 110	84 893	109 936

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	5 684	1 145	5 148	1 681
TOTAL I	5 684	1 145	5 148	1 681
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	1 033	137		1 170
Matériel de transport	5 275	3 998		9 273
Matériel de bureau et informatique	141 914	4 802	79 745	66 971
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	148 223	8 937	79 745	77 414
TOTAL GENERAL (I+II)	153 907	10 081	84 893	79 095

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers			
Autres créances	31 058	31 058	
Charges constatées d'avance	3 086	3 086	
TOTAL	34 144	34 144	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	15 264
TOTAL	15 264

Annexes Associations 2025 (suite)**NOTES SUR LE BILAN PASSIF****Fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	6 417				6 417
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	121 373	-4 194	81 121		198 300
Dont générosité du public					
Report à nouveau	-28 433	1 756			-26 676
Dépenses refusées	-59 967				-59 967
Résultat sous contrôle tiers financeurs	138 774	-35 191			103 582
Charges activité SMS prise en compte différée	-58 691	-18 677			-77 368
Excédent ou déficit de l'exercice	24 815	-24 815	-26 883		-26 883
Dont générosité du public					
Situation nette	144 288	-81 121	54 238		117 405
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	144 288	-81 121	54 238		117 405
TOTAL dont générosité du public					

Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice		40 730
- aux exercices ultérieurs		62 852
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs	137 335	
Report à nouveau des activités propres de l'association	26 676	
SOLDE	164 011	103 582

Analyse des fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Attribution	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
CNR 2022 CAP HANDEO	18 000		427			17 573	
CNR 2022 Stagiaires DEES	3 078		3 078				
CNR 2023 Stagiaires DEES	1 855					1 855	
CNR 2023 CAP HANDEO	10 000					10 000	
CNR 2023 Situations individuelles	90 000		30 528			59 472	
ENR 2024 QVCT		2 400				2 400	
TOTAL	122 933	2 400	34 033			91 300	

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges		41 929		41 929
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	11 375			11 375
TOTAL (II)	11 375	41 929		53 304
TOTAL GENERAL (I+II)	11 375	41 929		53 304
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles		41 929		

Description des éléments significatifs ou importants : la provision pour litige est relative à un litige salarial

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	58 177	58 177		
Dettes fiscales et sociales	188 048	188 048		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	967	967		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	247 192	247 192		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	44 999
Dettes fiscales et sociales	94 401
Autres dettes	
TOTAL	139 400

Annexes Associations 2025 (suite)

tableau du résultat comptable

	Résultat
Résultat tiers financeur	-28 809
Résultat propre à l'association	1 926
total	-26 883

AUTRES INFORMATIONS

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.
Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 137.235 €.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 64 ans
- une faible rotation du personnel
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 1%
- le taux d'actualisation retenu :3,35%
- le taux moyen des charges sociales : 50%

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	8	
Non cadres	27	
TOTAL	35	0

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 6600 E.

Charges et produits 25

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 15 264 E

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
<i>Produits a recevoir(46870000)</i>	15 264
TOTAL	15 264

Charges constatées d'avance = 3 086 E

Charges constatées d'avance	Montant
<i>Charges constatees d'avance(48600000)</i>	3 086
TOTAL	3 086

Charges à payer = 139 400 E

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
<i>Fournisseurs fnp(40810000)</i>	44 999
TOTAL	44 999

Dettes fiscales et sociales	Montant
<i>Provision congés payés(42820000)</i>	61 312
<i>Provision primes à payer(42860000)</i>	2 313
<i>Provision ch sociales/cp(43820000)</i>	30 775
TOTAL	94 401



**ASSOCIATION PAS A PAS
ENFANCE & ADOLESCENCE**
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Rue de la Convention
59650 – VILLENEUVE D'ASCQ

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Juris Consultants – Société de Commissariat aux Comptes

3 avenue du Général de Gaulle – 91090 LISSES – Tél. : +33 (0)1 60 89 87 50 – Mail : contact-ae@crowe-fideliance.fr

Société inscrite auprès de la compagnie Régionale de Paris.

SASU au capital de 80 000 € - 323 858 621 RCS Evry – SIRET 323 858 621 00028 – APE 6920Z

TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR13 323 858 621

Fideliance est un membre indépendant de Crowe Global. Chaque cabinet membre est une entité commerciale indépendante.

A l'Assemblée Générale des Membres de l'Association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

ARTICLE L. 612-5 DU CODE DE COMMERCE

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant :

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

ARTICLE L. 313-25 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application des dispositions de l'article R. 314-59 du Code de l'Action Sociale et des Familles, nous avons été informés de la poursuite, au cours de l'exercice écoulé, des contrats de travail des cadres dirigeants salariés au sens de l'article L. 212-15-1 du code de travail d'une personne morale de droit privé à but non lucratif gérant des établissements sociaux et médico-sociaux.

Cependant, pour des raisons de confidentialité, nous ne communiquons pas l'information chiffrée pour l'exercice 2024 car cela conduirait à mentionner la rémunération individuelle du Directeur.

Fait à Lisses, le 13 juin 2025

Le Commissaire aux comptes
JURIS CONSULTANTS
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Jonathan MARION
Associé

Signé par :

CE97165148A847E...